

Bolivie : le gouvernement envoie des troupes et débloquent les gisements pétroliers

12-09-2008

Des Troupes militaires ont débloquent à l'aube les routes vers les champs pétroliers du sud-est de la Bolivie de manière pacifique, ce qui semblait un retour à la normalité dans la région, alors que le préfet de Tarija, l'opposant Mario Cossio a réclamé un dialogue pour dépasser la crise.

Selon la radio catholique Fides - citée par ANSA-, le premier contingent militaire est arrivé à l'aube à Villamontes, 1 350 kilomètres au sud-ouest de La Paz, en direction de Yacuiba, où se trouve la station de pompage de Pocitos. La mobilisation militaire répond à la décision du gouvernement d'Evo Morales d'affronter les protestations de l'opposition qu'hier ont dégénéré en chocs armés dans plusieurs zones du pays et ont provoqué au moins 9 morts selon des estimations officielles provisoires. Les préfets de l'opposition réclament au président Evo Morales la restitution des 30 pour cent de leur rente pétrolière que le gouvernement national a décidé de destiner au paiement d'une pension pour les personnes âgées de plus de 60 ans. Cependant, le mandataire affirme que derrière cette demande se cachent des objectifs démesurés d'autonomies régionales et d'opposition de fer à la nouvelle constitution que le gouvernement essaie de sanctionner par référendum avant la fin de l'année. La présence des militaires a provoqué des protestations de la part des opposants de Villamontes, qui prétendaient maintenir coupée l'approvisionnement de gaz aux pays voisins. Les dirigeants ont convoqué une réunion d'urgence pour décider des mesures d'action et ont promis qu'ils les maintiendront "même si cela leur coûte la vie". Le gouvernement a envoyé des troupes dans la région du sud-est pour éviter la prise de gisements pétroliers, après que le conduit ait aussi affecté l'exportation de gaz au Brésil quand les valves ont été fermées durant sept heures à la suite d'un incendie. Ces actions de sabotage ont été définies par le gouvernement comme des actes "terroristes", et condamnées de plus par les gouvernements régionaux, en particulier ceux du Brésil, d'Argentine et du Venezuela. Par ailleurs, le préfet adversaire de Tarija, Cossio, a fait hier soir un appel au dialogue comme manière d'éviter de nouveaux affrontements. "Depuis le sud du pays, nous proposons au Président que nous nous donnions la dernière chance. Nous lui demandons de se prononcer, de donner un jour, un lieu et une heure pour jeter les bases du dialogue pour initier le processus de réconciliation nationale ", a affirmé Cossio. Il a assuré qu'il participera au dialogue en accomplissant l'ordre de son peuple et pour cela il invoque la participation de l'Église et de l'Organisation des États Américains (OEA) pour qu'ils permettent le succès de l'initiative, a signalé une dépêche de l'agence publique ABI. Nous lui demandons de se prononcer, de donner un jour, un lieu et une heure pour jeter les bases du dialogue pour initier le processus de réconciliation nationale ", a affirmé Cossio. Il a assuré qu'il participera au dialogue en accomplissant l'ordre de son peuple et pour cela il invoque la participation de l'Église et de l'Organisation des États Américains (OEA) pour qu'ils permettent le succès de l'initiative, a signalé une dépêche de l'agence publique ABI. "Le président de la République a décidé de déclarer un deuil national de 24 heures sans suspension d'activités, parce que la Bolivie entière est en deuil", a dit hier soir le vice-président Alvaro García Linera, durant une conférence de presse, a indiqué ABI. Pagina/12, 12 septembre, 12h21. <http://www.pagina12.com.ar/diario/ultimas/20-111476-2008-09-12.html> Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr>